PAS D'OFFRE DE DIALOGUE AU 4e JOUR DE GRÈVE

Le spectre de l'année blanche plane

Aucune solution à la paralysie qui caractérise le secteur de l'Education ne semble se profiler. Aucune offre de dialogue n'a émané du ministère de tutelle. Au quatrième jour de la grève, la mobilisation est toujours aussi grande. Les syndicats autonomes sont décidés à ne pas mettre un terme à la grève. Le spectre de l'année blanche plane déjà…

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les syndicats autonomes (Satef, Snapest, Cnapest, Unpef, Cla) qui depuis dimanche dernier, paralysent le secteur de l'Education, sont décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications. Ils ne comptent pas céder aux intimidations du ministère de l'Education et appellent leurs adhérents à résister.

Des assemblées générales vont se tenir ce week-end. L'option de la grève ouverte n'est pas à exclure. Le silence qu'affiche le département de Benbouzid, ajouté aux différentes tentatives d'intimidation des grévistes, a eu pour effet de galvaniser la base. Cette dernière préconise le maintien de la grève.

Les syndicats réunis sous l'égide de l'intersyndicale autonome de la Fonction publique estiment qu'à ce stade, il sera très difficile de faire admettre aux enseignants l'option de l'arrêt de la grève sans la satisfaction de leurs revendications.

Le président du Satef n'a pas hésité hier à qualifier cette grève d'«historique», affirmant que les enseignants s'étaient rarement autant mobilisés, ce qui, selon lui, est le reflet d'un ras-le-bol général.

Les syndicats sont unanimes à dire que le stade de la peur a été largement dépassé et que ni les défalcations des journées de grève, ni l'arrêt des contrats des contractuels ne feront reculer les enseignants.

Au contraire, dit-il, la tutelle vient de jeter de l'huile sur le feu. Comment venir à bout de ce bras de fer ?

A l'unisson, les syndicats autonomes considèrent que seule la satisfaction des revendications peut mettre un terme à la grève, à travers un dialogue «serein» et non pas «un semblant de dialogue».

Les syndicalistes prédisent, en effet, que le ministère de l'Education va tenter d'utiliser «certains syndicats» pour faire croire à un dialogue.

Ce qu'ils refusent catégoriquement, appelant à un dialogue autour de la plate-forme qui tourne autour de la rétroactivité du régime indemnitaire, la gestion des œuvres sociales et les libertés syndicales. Solidaires des enseignants contractuels, les syndicats estiment que la contractualisation n'est pas compatible avec l'acte d'enseigner, qui n'est pas une «activité saisonnière».

Les contractuels qui avaient organisé, mardi, un sit-in, avaient été malmenés par les services de police. Pas moins de 70 d'entre eux avaient été interpellés pour n'être relâchés que très tard dans la nuit.

Beaucoup d'entre eux ont vu leur contrat annulé par les directeurs d'établissement pour avoir pris part à la grève. C'est dire le quasi-blocage dans lequel le secteur se trouve. Une situation qui risque de perdurer.

La grève d'une semaine est en effet reconductible, ce qui fait craindre le pire…

N. I.

Photo : Samir Sid

Une grève reconductible qui fait craindre le pire.

RÉCONCILIATION NATIONALE

Le MEN fait sa promotion

Le Mouvement de l'entente nationale (MEN) compte organiser des ateliers de travail sur le sujet de la réconciliation nationale à l'est, à l'ouest et au centre du pays.

A ce propos, Ali Boukhezna, président du MEN, estime que «la réconciliation doit se transformer en amnistie générale». C'est ce qu'il a annoncé, hier à Alger, lors de la réunion des cadres du MEN consacrée au bilan annuel et aux activités du mouvement.

Concernant la loi de finances complémentaire 2009, le MEN s'est mis en phase avec le gouvernement d'Ouyahia. «Nous soutenons la loi de finances complémentaire 2009 car elle apaise le climat général, combat la corruption, prévoit la revalorisation du SNMG et permet de réguler le marché», a-t-il expliqué.

Sur le plan international, Boukhezna soutient la résistance du peuple sahraoui à travers son représentant légitime, le Front Polisario. Il dénonce les tentatives du Maroc d'impliquer l'Algérie dans le conflit du Sahara occidental.

Par ailleurs, le premier responsable du MEN a annoncé que sa formation politique connaîtra une prochaine restructuration dans les 48 wilayas.

Rym Nasri

SYNDICAT D'ENTREPRISE DES TRAVAILLEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE BÉJAÏA

Appel à la grève pour les 17 et 18 novembre

Un grand succès a été enregistré par le mouvement de grève initié depuis dimanche par les syndicats autonomes de l'éducation, qui ont réussi le pari de paralyser l'ensemble des lycées de la wilaya de Béjaïa ces quatre derniers jours.

Après ce débrayage qui a provoqué de très fortes perturbations à travers plusieurs établissements des cycles d'enseignement moyen et secondaire, le Syndicat d'entreprise des travailleurs de la formation professionnelle de la wilaya a, à son tour, investi le terrain de la protestation pour réclamer «un régime indemnitaire conséquent avec effet rétroactif et l'abrogation de l'article 87 bis».

Les syndicalistes de la formation professionnelle annoncent deux journées de grève pour mardi et mercredi prochains afin de revendiquer leur droit à une rémunération «digne et juste pour faire face au coût de la vie». Le Syndicat de la formation professionnelle de Béjaïa affilié à l'UGTA constate amèrement, dans l'un de ses documents, que «les incessants appels des travailleurs du secteur pour un régime indemnitaire conséquent à même d'améliorer leur pouvoir d'achat n'ont eu aucun effet sur les pouvoirs publics». «Pis, les menaces sur la remise en cause du principe de rétroactivité du régime indemnitaire à partir de janvier 2008 deviennent de plus en plus pesantes», note la structure syndicale de la formation professionnelle.

Par ailleurs, il convient de rappeler que l'autre entité syndicale du secteur de l'éducation, affiliée elle aussi à l'UGTA, qui n'a pas rejoint le mouvement de protestation de l'intersyndicale, a également appelé ses adhérents à observer un débrayage de deux journées mardi et mercredi prochains, avec le même mot d'ordre.

A. K.

Photo : Samir Sid

Le débrayage des enseignants a provoqué de fortes perturbations.